

## Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale : acquis et limites

**GRAIN DE SEL :** *Qu'est-ce que le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) ?*

**CHRISTIAN CASTELLANET :** Cette institution regroupe tous les Centres internationaux de recherche agronomique (Cira) et leurs principaux bailleurs de fonds. Avec un secrétariat basé à Washington et hébergé par la Banque mondiale, le GCRAI se retrouve une ou deux fois par an afin de déterminer les priorités et les financements de la recherche pour les centres membres. À l'origine, un premier Cira était apparu en 1960 aux Philippines : l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI). Devant son succès, basé notamment sur la révolution verte (voir texte ci-après), de nouveaux centres ont été créés, aujourd'hui, le GCRAI en compte 15. La FAO était associée à leur création (d'où leur mission particulière d'identification, de collecte et de sauvegarde des ressources génétiques agricoles mondiales) mais elle est devenue plus marginale, faute de moyens à leur accorder. Les États paient une contribution, proportionnelle à leurs moyens, les fonds du GCRAI étant gérés par la Banque mondiale.

**GDS :** *Pourquoi le Gret a-t-il été membre du GCRAI ? en quoi a consisté sa participation ?*

**CC :** Il y a quelques années l'intégration de représentants de la société civile et du secteur privé dans le GCRAI a été décidée. Un « comité des ONG » a été créé, avec 8 représentants d'ONG associés aux réunions semestrielles. Au départ, les nominations se sont faites par cooptation, car il n'existe pas d'organisation mondiale des ONG de développement agricole qui aurait pu désigner des représentants. Lorsque j'ai été contacté pour faire partie de ce comité, nous avons cependant demandé l'aval du comité Sécurité alimentaire du Clong (plate-forme française des ONG de développement auprès de l'Union européenne), ce qui se rapprochait alors le plus d'une représentation européenne des ONG agricoles.

**GDS :** *Quel a été le rôle du comité des ONG ?*

1. En anglais : Consultative Group for International Agricultural Research (CGIAR).

**CC :** Notre comité a défini une ligne d'intervention selon les principaux objectifs suivants :

- résister à la multiplication des partenariats privés et au « tout bio-technologies ». Les centres, historiquement en charge du référencement génétique étant tentés de s'associer à des firmes privées de peur d'être doublés par ce même secteur privé. Nous pensions que cela risquait de se faire au prix de leur indépendance ;
- travailler selon une approche plus systémique, privilégiant l'agro-écologie, les petits producteurs, et non pas la révolution verte à tout prix ;
- travailler en lien avec les organisations paysannes (OP). Nous estimions que si les ONG devaient effectivement avoir voix au chapitre au GCRAI, les OP y étaient d'autant plus légitimes. Nous avons donc milité pour qu'elles y soient associées, et aujourd'hui elles sont invitées dans les délibérations.

**GDS :** *Comment dépasser les limites du GCRAI ?*

**CC :** Nous nous sommes aperçus rapidement que le fonctionnement du GCRAI était très lourd. Au final, peu de décisions effectives pouvaient être prises. En outre, une critique est apparue de façon de plus en plus prégnante : les centres internationaux, structures « extra-territoriales », insérées dans les pays du Sud mais détachées des réalités nationales, employant de nombreux expatriés, suivant des directives émanant du Nord, agissaient parfois au détriment des chercheurs et des instituts nationaux. Pour notre part, la faible organisation de la société civile par rapport aux enjeux de recherche agricole, aux niveaux national et sous-régional, était également une sérieuse préoccupation.

La FAO et l'Europe ont alors proposé de mettre en place une structure plus ouverte qui regrouperait toutes les institutions de recherche nationales, les universités, le secteur privé, la société civile, et surtout les OP, avec des forums nationaux, puis régionaux, et des rencontres mondiales. Le premier forum de ce type, « forum mondial pour la recherche agricole (Global Forum on Agricultural Research, GFAR, [www.egfar.org](http://www.egfar.org)) », s'est tenu à Dresde (Allemagne) en mai 2000.

Au sein du GFAR, le ministère français des Affaires étrangères appuie le projet Duras (promotion du développement

durable dans les systèmes de recherche agricole du Sud, <http://www.agropolis.fr/cooperation/duras.html>), dont le but est de contribuer à renforcer l'engagement et à augmenter le potentiel scientifique des acteurs de la recherche agricole des pays du Sud, en encourageant des partenariats entre OP et recherche notamment.

Le GFAR représente une réelle alternative au GCRAI, d'où le comité des ONG s'est d'ailleurs auto-suspendu, faisant le constat de son impuissance. Il demeure que les avancées de ce nouveau forum restent soumises aux financements qu'il saura mobiliser. Sans financement, quelles que soient ses ambitions et motivations, il n'aura pas d'impact réel.

Par Christian Castellanet, pôle Environnement et Développement rural du Groupe de recherche et d'échanges technologiques, Gret

### « VERTE » « DOUBLEMENT VERTE », DE QUELLE RÉVOLUTION PARLE-T-ON ?

**P**AR « RÉVOLUTION VERTE », ON entend le formidable essor des rendements peu avant et au lendemain de la seconde guerre mondiale. À l'origine de l'accroissement des rendements, l'utilisation de semences sélectionnées appartenant à des variétés à haut rendement ; l'apport d'engrais et de produits phytosanitaires allié à un contexte politique favorable (régulation des marchés). Un acquis majeur de la révolution verte, avec la croissance des volumes de production et l'amélioration conjointe de la qualité de cette production, reste d'avoir porté les denrées alimentaires courantes à des niveaux de prix accessibles à la majeure partie des populations (source : [http://www.ogm.org/pages/showogm.php?cat=01&ogm\\_id=28](http://www.ogm.org/pages/showogm.php?cat=01&ogm_id=28)). Cependant, aujourd'hui, beaucoup nuancent ce succès. D'un côté la révolution verte a surtout profité à certains types d'agriculteurs, dans des écosystèmes relativement productifs, mais a échoué à atteindre les petits paysans en zones marginales. D'autre part, les méthodes employées (justifiant notamment l'emploi massif de pesticides) peuvent avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs et ne vont pas dans le sens d'une agriculture durable. On en appelle alors à une « révolution doublement verte », respectueuse de l'environnement. ■